

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

0,50 F

MERCREDI 14 SEPTEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

## EDITORIAL

### A PROPOS DE LA CONVENTION DE SAINTE-ANNE pour l'autonomie

Les samedi 10 et dimanche 11 septembre s'est déroulée à Ste-Anne (Guadeloupe) une Convention pour l'autonomie, entre les organisations signataires de la Convention du Morne-Fougé, en 1971, auxquelles se sont joints le Parti socialiste martiniquais et le Parti socialiste guyanais. Sur le plan théorique, rien de nouveau sous le soleil de Ste-Anne : les participants ont "réaffirmé la justesse des principes qui, dès 1971 avaient été solennellement proclamés".

Le nouvel élément est un événement extérieur aux JOM : il s'agit de la perspective de victoire de la gauche en France, en mars 78. Les signataires "mettent tout en oeuvre pour participer à cette victoire qui ne manquera pas de créer les conditions d'un dialogue réel favorable à la suppression du colonialisme et à l'accession d'un statut d'autonomie dans l'amitié avec la France".

Encore une fois, les partis communistes, progressistes et socialistes des DOM mettent tous leurs oeufs dans le même panier : celui de la gauche. Si celle-ci échoue aux élections, ils inviteront sans doute leurs militants à attendre les prochaines. Voilà donc des partisans farouches du droit de leurs peuples à disposer d'eux-mêmes, à condition que les électeurs français leur en donnent la permission !

Cette réserve faite, voici le processus qu'ils envisagent, afin d'accéder à l'autonomie : dès sa première session, le nouveau parlement (de gauche) doit permettre dans chaque DOM la création d'une assemblée élue au suffrage universel, à la proportionnelle, qui sera chargée d'élaborer les nouveaux statuts. Avant cette élection l'union de la gauche devra "instaurer les libertés démocratiques, dont l'exercice doit être garanti, et d'abord la liberté d'information". On prendra "des mesures pour assurer la sincérité du scrutin" (notamment la présentation au moment du vote d'une pièce d'identité avec photo). Le nouveau statut ainsi élaboré devra être approuvé par référendum.

Par quel moyen le gouvernement de Mitterrand est-il censé "instaurer les libertés démocratiques" ? Serait-ce en faisant assurer "l'ordre" par ces mêmes CRS, gendarmes, et autres Képis Rouges qui répriment quotidiennement les tra-

(suite en page 2)

## la querelle PCF/PS

Bien des gens, ouvriers et petits-bourgeois sont inquiets de la querelle très vive qui pendant tout le mois d'août et au début de septembre a opposé le parti communiste français au parti socialiste de Mitterrand. Et certains se demandent même si la réunion du mercredi 14 où les trois partis de la gauche française doivent faire le point ne va pas consacrer une sorte de rupture de cette union de la gauche.

En réalité, il y a peu de chances qu'il en soit ainsi. Les attaques de G. Marchais contre Mitterrand et le P.S. signifient simplement que le PC veut montrer au PS que celui-ci ne pourra pas se passer de lui pour remporter une victoire électorale en 78, ni pour gouverner. La monnaie d'échange que fait valoir le PCF c'est la confiance que lui font des dizaines de milliers de travailleurs. Et c'est fort de cette confiance que le PCF s'en prend au PS et tente de lui ôter toute envie de le laisser de côté au moment de la victoire. Marchais, en criant si fort, défend les chances du PCF d'aller au gouvernement avec le PS.

Cette querelle PC-PS ne peut en aucune façon compromettre la victoire de la gauche. Car pour les travailleurs, pour tous ceux qui ont assez de la droite au pouvoir cela ne les dissuadera pas de voter à gau-

che, même la mort dans l'âme. Et il en est de même pour la clientèle traditionnelle du P.S.

Par contre, l'attitude du P.S. et de Mitterrand vis à vis du P.C.F., et le durcissement de ton de celui-ci vis à vis du PS ne peuvent qu'améliorer l'image de Mitterrand en tant que politicien bourgeois. Et s'il est un résultat qui peut être atteint par cette querelle de la gauche, ce sera peut-être de convaincre certains qui veulent lâcher ou hésitent à lâcher le char de la droite de le faire. Mitterrand et l'opposition avec le P.C.F. ne peut que les rassurer.

Mais pour les travailleurs, rien de ce qui a été discuté au cours de ces polémiques n'a concerné leurs intérêts. Ni le problème de la force de frappe, ni celui du nucléaire, ni celui des nationalisations et de l'indemnisation des capitalistes ne concernaient les travailleurs.

Ceux-ci doivent se rendre compte, au travers de ces polémiques, que s'ils veulent voir prendre en considération leurs revendications essentielles sur les salaires, le chômage, le coût de la vie etc... ils devront avant tout compter sur leurs propres forces et sur leur capacité à se battre pour elles. Ni PCF, ni PS ni Mitterrand ni Marchais ne sont décidés en fait à satisfaire de telles revendications.

## pointe-à-pitre

### MEETING DES SIGNATAIRES de la convention de Ste Anne

Lundi soir se tenait sur la place de la mairie de Pointe-à-Pitre un meeting organisé par le Parti communiste guadeloupéen avec des représentants de toutes les organisations de la convention de Sainte-Anne pour l'autonomie.

Tour à tour prirent la parole : Régis du PPM, William du Parti socialiste martiniquais, Lecanthe une femme guyanaise intervenant au nom de Léopold Héder (secrétaire du parti socialiste guyanais, sénateur-maire de Cayenne), Paul Vergès, dirigeant du Parti communiste réunionnais et Guy Daninthe dirigeant du PCG.

Devant une assistance peu nombreuse, les orateurs définirent le but essentiel de la convention de Sainte-Anne : la revendication de l'autonomie "démocrati-

que et populaire".

Mais, c'est à un meeting fort peu intéressant que l'on avait convoqué la population de Pointe-à-Pitre. De Régis, qui nous abreuva de lieux communs nationalistes à Daninthe qui en profita pour placer sa marchandise électorale en vue des sénatoriales, faisant l'éloge du candidat de son parti, rares furent les orateurs

(suite en page 2)

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre  
I supplément au mensuel N° 77

## MEETING à Pointe à Pitre (SUITE)

qui surent intéresser l'assistance.

A part Lecanthe qui dénonça la politique du gouvernement dans l'affaire de l'installation des Cambodgiens en Guyane et William qui rappela l'expulsion de Salima Adjali de la Guyane, rien de bien saillant dans les discours.

En fait, le meeting fut une bonne démonstration de la politique timorée et limitée de ces partis en matière de "décolonisation", une politique appelant les travailleurs à fonder tous leurs espoirs dans la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche plutôt que de compter sur leurs propres luttes, cette politique visant avant tout à démolir les travailleurs qui devraient selon eux s'en remettre les yeux fermés à ces partis, prêts à décider en leur nom.

## RENTREE SCOLAIRE

### grève prévue par les syndicats

La rentrée scolaire s'annonce difficile cette année. Elle commence en effet par une grève de 48 H à compter du 15 septembre et reconductible. Une assemblée générale des enseignants est prévue pour décider de la suite du mouvement.

Pour les syndicats appelant à la grève FEN, SNES, SNI il s'agit de lancer dès la rentrée la protestation contre l'application de la réforme Haby. En particulier contre la dégradation scandaleuse des conditions de travail, classes surchargées, heures supplémentaires, mais aussi contre la menace qui pèse sur des dizaines de maîtres auxiliaires et d'instituteurs suppléants de se retrouver au chômage cette année.

Pour le ministre de l'éducation et le gouvernement dont il fait partie, il faut dans la crise que traverse la société capitaliste, réduire le plus possible les dépenses concernant les questions vitales pour la population. Par contre quand il est question de verser des subventions aux grosses sociétés telles que Citroën, Dassault etc... on ne lésine pas sur les moyens. C'est dire que l'application de la réforme Haby est un objectif très important pour le gouvernement. C'est dire aussi que Giscard et son gouvernement n'abandonneront pas facilement ce plan de réforme de l'enseignement. A moins que justement les enseignants mais surtout l'ensemble des parents et des élèves se mobilisent pour exiger comme le réclament certains syndicats enseignants l'abrogation de la réforme Haby.

LE NUMÉRO 77 DE COMBAT OUVRIER MENSUEL

EST PARU :

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES

## SECURITE ROUTIERE : conférence de presse de la municipalité des Abymes

Jeudi dernier, la municipalité des Abymes tenait une conférence de presse à propos de la sécurité routière sur le territoire des Abymes.

Le maire Jalton et certains conseillers municipaux dénoncèrent les articles de France-Antilles qui, dirent-ils, "dis-créditent la municipalité aux yeux de l'opinion en tentant de lui faire porter la responsabilité des accidents de la route, nombreux sur le territoire de la commune".

Jalton détermina les responsabilités respectives de la commune et de la DDE (direction départementale de l'équipement) en matière de sécurité routière et dénonça l'incurie de ce service.

Il est vrai que depuis un certain temps, on assiste à une recrudescence extraordinaire des accidents aux Abymes. Certes les automobilistes sont souvent très imprudents, mais il faut dire que routes et carrefours sont bien souvent construits avec une légèreté et une in-

compétence criminelles : le carrefour de la nouvelle et de l'ancienne route des Abymes est devenu tristement célèbre, après une vingtaine d'accidents causant un mort et de nombreux blessés ; la cause : un poteau électrique au milieu de la chaussée, peu visible la nuit. Le carrefour de Grand-Camp, quant à lui, défie toutes les lois de la logique et du bon sens, le pont de la rocade enjambant la RN 5, construit comme il l'est, est source d'embouteillages et d'accidents multiples. Et ce ne sont là que quelques exemples.

Force est de constater que ces messieurs de l'équipement, ces "ingénieurs" qui conçoivent routes, carrefours et ponts, ces petits fonctionnaires coloniaux et dillettantes de la préfecture, coiffés par l'administration coloniale constituent une belle brochette d'incapables. Leur incompétence et leur légèreté seraient franchement comiques si, hélas, elles n'étaient pas causes de mutilation et de décès sur les routes.

## EDITORIAL

suite

vaillants et les jeunes ? Voilà qui ne semble pas impossible à Vergès, du P.C.R. qui, interrogé sur ce point par un de nos camarades, répondit que "cette fois, c'est le gouvernement de gauche qui donnera les ordres". Voilà une garantie bien insuffisante, lorsqu'on se souvient, entre autres, que c'est le ministre de l'intérieur Mitterrand qui déclencha en 1954 la répression en Algérie.

Indépendamment de toutes ces contradictions, la revendication de l'autonomie en liaison avec la France apparaît toujours pour ce qu'elle est : une revendication qui, si elle aboutissait, ne changerait en rien le sort des masses travailleuses, même si quelques hommes politiques locaux y gagneraient en "responsabilité". En effet, pour changer réellement la situation aux Antilles comme dans les autres DOM, il faut que cesse l'inégalité flagrante qui fait que toutes les richesses sont concentrées entre les mains de quelques-uns. Pour répartir ces richesses, pour donner du travail aux chômeurs, il faut que les travailleurs s'emparent de l'ensemble des grandes propriétés et des principaux moyens de production, et qu'ils contrôlent intégralement le pouvoir. Comment peut-on un seul instant imaginer que l'Etat français qui, avec un gouvernement de gauche ou de droite, reste un Etat bourgeois au service des capitalistes, aidera les travailleurs des DOM à s'emparer du pouvoir ? Pour ce faire, les travailleurs de ces pays seront bien obligés de rompre avec cet Etat, et donc de lutter pour l'indépendance : mais telle n'est pas, sans doute, la perspective des organisations réunies à Sainte-Anne.

## THEATRE

### PLI TA KAN OU KE VOUE.

"Pli ta kan ou ké vouè" est une création collective du théâtre du cyclone. Les acteurs jouent le rôle d'enfants qui dans leurs actes, leurs paroles vont exprimer les sentiments et les problèmes auxquels se heurtent les adultes dans leur vie quotidienne.

Le personnage central de la pièce est un de ces enfants. Celui-ci a rendez-vous avec l'histoire. Mais, se rendre à ce rendez-vous, ne lui sera pas chose facile car il se trouvera aux prises avec d'énormes contraintes, les contraintes du temps.

En effet, en cours de route, il rencontrera deux personnages qui symbolisent la classe des privilégiés. Ces derniers finiront par le contraindre des difficultés de son entreprise. Il se laisse finalement prendre sous leur protection et devient ainsi fils adoptif de l'un d'eux. Cette adoption va sonner la fin de son indépendance ; il deviendra un individu aliéné, n'ayant donc aucune personnalité propre malgré quelques velléités de rébellion. Mais, quand ses protecteurs l'abandonneront, libéré de toutes contraintes, il pourra se rendre enfin à son fameux rendez-vous.

Cette pièce est faite de symboles exprimant l'oppression et l'aliénation coloniale ainsi que le désarroi et la lutte de ceux qui veulent s'en débarrasser.

Bien que parfois difficile à saisir et quelque peu ambitieux le sujet a le mérite d'exposer, de façon originale les problèmes de la société coloniale.

La troupe du cyclone continue sa tournée en Guadeloupe. Nous invitons nos sympathisants à aller voir cette pièce.

LIS COMBAT OUVRIER